

**CONTRIBUTION DE
LA GRANDE LOGE FÉMININE DE FRANCE**



Monsieur le Président du Sénat,

Tout d'abord, je tiens à vous remercier d'avoir bien voulu nous rencontrer pour échanger sur un sujet d'une extrême urgence pour l'avenir de notre pays lui garantissant la paix et l'unité. Au nom de mon obédience, j'en suis particulièrement honorée.

La déclaration de principes de la Grande Loge Féminine de France proclame sa fidélité à la Patrie, ainsi que son indéfectible attachement aux principes de Liberté, de Tolérance, de Laïcité, de Respect des autres et de soi-même.

Elle proclame en outre son refus de toute discrimination, haine, violence, contre une personne ou un groupe de personnes en prétextant de leur origine, de leur appartenance à une ethnie, à une religion déterminée.

Elle ne s'immisce dans aucune controverse touchant à des questions politiques ou confessionnelles.

L'article 1 de sa constitution précise :

La Franc-Maçonnerie a pour but le perfectionnement de l'humanité ; à cet effet, les Francs-Maçons travaillent à l'amélioration constante de la condition humaine.

Elle a pour objet la recherche constante et sans limite de la Vérité, de la Justice, dans le respect d'autrui et la liberté de conscience : elle s'interdit de formuler des dogmes ou d'exiger de ses adeptes une croyance déterminée.

Les Francs-Maçons cherchent à réaliser l'unité dans la diversité.

La Franc-Maçonnerie considère le travail comme un devoir et comme un droit : elle honore également le travail manuel et le travail intellectuel.

Les Francs-Maçons doivent respecter les lois et l'autorité légitime du pays dans lequel ils se réunissent librement.

Comme vous venez de le voir, les Franc-Maçonnnes de la Grande Loge Féminine de France sont des républicaines et des patriotes convaincues.

>>>>>>>>

Esprit du 11 septembre es-tu là ? Il semblerait que l'émotion ait pris le dessus sur toute autre préoccupation. Les jours qui ont suivi le 7 janvier sont marqués par le refus de la violence, de la terreur et la défense des libertés d'expression et de conscience.

Cette unité de façade a fait long feu.

Avec le recul, il nous faut regarder la réalité en face et réfléchir.

La république française est-elle encore une, indivisible, démocratique, laïque et sociale ?

Je vous laisserai le soin de répondre à cette question fondamentale.

Les partis républicains de gouvernement offrent un spectacle pitoyable aux citoyens français.

Le sentiment d'appartenance peut être considéré comme un effet ou un résultat, certainement pas comme une injonction ou une contrainte a priori.

L'engagement ne se fait que lorsque la cause semble « juste » à la collectivité. Quelles sont encore à ce jour les causes justes que les républicains français sont prêts à défendre ?

Nous avons eu un commencement de réponse dans la réaction spontanée de la population lors de la manifestation du 11 janvier.

Le pacte républicain est-il encore respecté ?

Qu'en est-il de l'intérêt général et de l'égalité des conditions de vie sur l'ensemble du territoire français ?

La loi est-elle toujours respectée par les religieux ?

L'interdiction du voile intégral n'est pas respectée dans notre espace public. Le foulard est porté dans un établissement scolaire sous contrat, etc...

Tout comme nous enregistrons des incidents graves et des propos antimaçonniques que nous n'avions pas connus depuis la fin de la deuxième guerre mondiale, la situation s'est dégradée depuis 2012 avec les grandes manifestations contre le mariage pour tous. Ce qui ne provoquait que peu de réactions dans l'espace public comme le port d'une kippa entraîne aujourd'hui des insultes judéophobes.

Il est deux domaines qui nous semblent prioritaires : la défense et peut-être l'extension de la Loi de 1905 (la loi rien que la loi et non pas un dogme anti religieux) et la consolidation des droits des femmes.

La loi du 9 décembre 1905 dite de séparation des Églises et de l'État instaura une laïcité de l'État. Cette loi se voulait émancipatrice, source d'égalité pour les consciences. Quel courage ont eu les parlementaires, les gouvernements de l'époque pour secouer les vieilles habitudes, rompre avec une tradition millénaire, instaurer une liberté moderne et un nouveau lien social.

Un lien capable d'unir toutes les consciences, toutes les croyances, tous les citoyens. L'État assurait ainsi la primauté de la puissance civile sur la puissance religieuse. Ce fut une nouvelle manière d'assurer à tous de nouvelles conditions de vie. Ce fut l'occasion de concrétiser dans la loi et dans les faits le triptyque républicain : liberté-égalité-fraternité.

Cette loi républicaine a été le phare du XX^e siècle. Elle a permis à la République française d'affirmer ses valeurs et de se développer dans un monde fondé, non pas sur la transcendance ou la révélation, mais sur l'être humain doué de raison, sur la citoyenne et le citoyen.

La laïcité, comme nous l'affirmions depuis des années, est attaquée de toute part. Mais aujourd'hui, c'est l'obscurantisme qui gagne. A travers ce pilier de la République que l'on veut abattre, c'est la liberté d'expression que l'on tue, c'est la liberté de conscience que l'on veut faire taire, c'est la démocratie que l'on bafoue. Et l'ennemi, le fanatisme a armé le bras de citoyens français qui ont été des enfants instruits à l'école publique. C'est cet ennemi qui attire les jeunes femmes dans la guerre, qui les soumet ou les instrumentalise pour nous provoquer par le port d'un foulard, d'un voile intégral ou d'un signe religieux ostentatoire quand elles ne se mettent pas elles-mêmes à tuer.

Nos combats et nos engagements doivent continuer avec plus d'ardeur encore pour dénoncer les terrorismes religieux et politiques. Nos combats se retrouvent sur le champ de l'école, de la santé, de la justice, de l'égalité sociale. Il y a lieu de **légiférer** sur la neutralité de l'espace public, sur celui de l'éducation quand elle relève de l'Etat, sur la petite enfance et enfin sur l'entreprise.

Nous vous demandons, à vous élus, de rassembler les forces nécessaires pour lutter contre les stratégies criminelles déployées sur notre territoire pour déstabiliser nos concitoyens. Nous vous demandons comme nous demandons au gouvernement, de continuer à être les garants des valeurs de la République et de ses principes, ce que je qualifierai du vivre ensemble républicain.

A ce titre, **il conviendrait peut-être de redéfinir les limites de l'espace public et de l'espace privé** en matière de religion. Le religieux et la foi en particulier appartiennent à l'intime de chaque individu et par conséquent à la seule sphère privée. Puisque de nos jours, l'espace public est devenu un terrain de manifestation de son appartenance à une communauté, il y a lieu de le doter d'une neutralité absolue.

La laïcité a une autre fonction fondamentale pour l'avenir de notre pays comme de communautés de destin plus vastes, c'est d'être un garant de l'égalité homme/femme ou femme/homme. Il va falloir veiller à ce que ces valeurs fondamentales ne s'éteignent pas au XXI^e siècle.

Les intégrismes et autres populismes ont toujours pour première cible les femmes la renvoyant à un statut d'infériorité, les premiers en les soumettant aux diktats des pères, des grands frères et les deuxièmes en les renvoyant à leurs foyers.

L'inscription dans le préambule de la constitution française de l'égalité des droits des femmes et des hommes peut être une des pistes. Certes elle figure dans le préambule de la Constitution de 1946 et la Déclaration Universelles des droits de l'Homme mais elle devrait être un principe fondamental de notre république et de notre nation.

Nous venons d'apprendre que l'Union des démocrates musulmans français qui veut faire de la France un pays multiculturel et multiconfessionnel, prône le retour du voile à l'école, et entre autres, la promotion de la finance islamique* et de l'alimentation hallal.

Les femmes ont toujours joué un rôle dans la prévention des conflits et dans les décisions politiques de reconstruction. Elles sont quoi qu'on en pense des facteurs de paix.

Par ailleurs, il nous paraît essentiel qu'il n'y ait pas de nouvelles limitations à la liberté d'expression hormis celles déjà prévues par la loi française.

Non seulement elles feraient le jeu des soi-disant modérés qui n'ont jamais suffisamment condamné les dérives sectaires des intégristes et témoigneraient d'un recul de notre conception de la Liberté, mais aussi et surtout qui serait en charge de dire où doit s'arrêter la liberté d'expression ? La censure devrait-elle être rétablie à l'heure où les opinions circulent sans contrainte sur les réseaux sociaux et les sites internet ?

L'Etat ne se soumet à aucun dogme et la loi n'en reconnaît aucun.

Conclusion :

« Avoir une certaine idée de la France », celle de la patrie des droits de l'homme, être animé d'un idéal humaniste à portée universelle sont des nécessités. Ces valeurs sont supérieures à tous les engagements républicains et au sentiment d'appartenance à la Nation.

Nous avons laissé filé toutes les valeurs historiques de notre pays ce dont s'est emparé un parti dirigé par des Français mus par des idéologies nauséabondes et qui est en passe de devenir majoritaire.

Le monde nous regarde. Il a témoigné de son attention à ce qui se passe en France en envoyant à Paris ses représentants partager notre peine et notre indignation. Ce qui se passe en France n'est pas seulement important pour le devenir de nos concitoyens mais les autres peuples nous regardent gérer les enjeux de société liés à la déstabilisation du Moyen Orient et d'une partie de l'Afrique.

Comment allons-nous réagir suite aux événements passés comment allons-nous prévenir les événements à venir ?

La France a une responsabilité vis-à-vis du progrès qui n'a de sens qu'au service de l'humain.

Elle doit témoigner d'une exemplarité collective et œuvrer à une solidarité qu'elle a toujours su développer. Il en va de sa place dans le monde et de son rayonnement, de sa légitimité à intervenir sur des terrains d'opérations extérieures

Il ne faut pas abandonner nos valeurs. Nous sommes en situation de guerre des valeurs suite à l'émergence de non-droits et face aux attaques de nos valeurs humanistes.

Il faut que la France non pas retrouve le chemin qui est le sien mais garde les valeurs universelles qui ont fait son renom sur la planète toute entière. Elle est un lieu unique et fascinant dans l'histoire du monde.

C'est un combat historique. La France a toujours entendu jouer un rôle historique sur le plan international.

A l'origine, la première devise républicaine de la France était « Liberté-Egalité-Fraternité ou la mort ».

Ce si terrible et si puissant « ou la mort » a été supprimé. Pourtant il imposait réflexion, vigilance extrême, détermination voire action. Les rédacteurs de cette première devise ont dû penser que leurs descendants auraient de la mémoire, de l'attention quotidienne pour ces valeurs universelles, lumineuses. Si ces valeurs venaient à s'étioler, voire à s'éteindre la vie dans un monde d'oppression, de violence et de haine ne vaudrait pas d'être vécue.

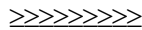
Nous sommes tous responsables de la défense des idées portées par notre devise nationale. Elles font consensus mais ne sont pas suffisamment réalisées dans les faits.

Il va vous falloir anticiper sur une évolution qui fasse consensus et que tous acceptent la règle du jeu, prioriser vos interventions mais surtout renoncer aux effets d'annonce.

Les idéologies sont mortes, comment réanimer un idéal humaniste, pacifique et progressiste au service de l'humain. Comment panser les maux de notre temps et comment penser les mots de notre temps ?

Les ennemis tant de l'intérieur que de l'extérieur, sont aussi en nous. Ils se nomment ignorance, fanatisme et ambition. La connaissance est certainement la meilleure arme contre ces dangers mortels.

Nous savons combien de femmes et d'hommes dans le monde admirent la vie en France, envient notre liberté. Sachez par la vigilance de vos travaux la préserver, même la sauver.



GRANDE LOGE FÉMININE DE FRANCE

6, boulevard du Général Leclerc - 92110 Clichy La Garenne

Siège social : 4, Cité du Couvent – 75011 Paris